

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 25 juillet 2024

### Zoom sur : Bancolombia actualise son analyse économique.

Ce vendredi 19 juillet, le groupe Bancolombia a publié son analyse de l'activité économique à mai 2024, présentant l'évolution mensuelle des principaux indicateurs de conjoncture.

Tout d'abord, l'Indice de Suivi de l'Économie (ISE) a enregistré une croissance de 2,4 % g.a, malgré une légère baisse mensuelle de 0,37 % après ajustement saisonnier. **Sur les cinq premiers mois de l'année, la croissance s'établit à 2 % g.a.**, un résultat supérieur aux attentes et positif compte tenu du contexte économique actuel du pays. Ce regain économique est soutenu par les secteurs primaires et tertiaires affichant respectivement une croissance de 4,6 % g.a. et 3,1 % g.a. Le secteur primaire est soutenu par une production significative de bananes, de fleurs, de plantains et de café. En revanche, les activités secondaires, telles que l'industrie manufacturière et la construction, ont affiché une baisse de -3,0 % g.a.

**Le secteur industriel quant à lui, a enregistré une baisse de -3,6 % g.a, marquant ainsi 17 mois consécutifs de contraction.** Ce déclin est attribuable à une combinaison de facteurs défavorables, dont une inflation élevée, des taux d'intérêt accrus, et une demande faible pour les biens durables, exacerbée par une préférence croissante pour les produits importés due à la dépréciation récente du COP. 28 des 39 sous-secteurs sont en rétraction, bien que certains segments comme la fabrication d'équipements de transport (+26 %), les industries du fer et de l'acier (+23 %), et d'autres industries (+20 %) montrent une variation positive.

Enfin, le secteur du commerce a enregistré des performances mitigées, avec une contraction notable dans 11 des 16 segments principaux (vêtements, véhicules, combustibles ...). Le sous-secteur des véhicules présente des résultats préoccupants : les pièces, parties et lubrifiants pour véhicules ont diminué de -7 % g.a. et les véhicules et motos ont reculé de 5,7 % g.a. Ces résultats sont principalement attribuables à une demande réduite pour les biens en raison de taux d'intérêt encore élevés.

**Selon le groupe bancaire, bien que l'évolution de l'ISE suggère une reprise relative au second semestre, les faibles performances du secteur manufacturier soulèvent des interrogations quant à la solidité de l'économie colombienne. De plus, le groupe rappelle que la croissance du PIB en 2024 devrait rester modérée en raison d'une normalisation monétaire graduelle et d'une reprise progressive de la demande.**

# Bolivie

**Le risque pays en Bolivie atteint des sommets.**

**Au cours des 12 derniers mois, le risque pour les investisseurs en Bolivie a considérablement augmenté, doublant presque selon l'indice des obligations émergentes (EMBI) de JP Morgan Chase.**

Le score de l'EMBI pour la Bolivie est passé de 9,51 à 21,02, soit une hausse de 121%. A ce stade, la Bolivie est le pays du continent américain avec le plus grand risque pour les investisseurs après le Venezuela. Cette augmentation est attribuée à des facteurs politiques internes et des turbulences sur les marchés internationaux, bien que le ministre de l'Économie, Marcelo Montenegro, indique que la situation n'est pas unique à la Bolivie et touche également d'autres pays émergents. En juin 2024, à la suite de l'événement militaire, le score du risque pays avait augmenté de 5 %.

**Le dollar grimpe de 49% sur le marché parallèle.**

**Le taux de change du dollar a atteint 10,40 BOB/USD contre 6,96 BOB/USD selon le taux de change officiel.**

Cette hausse, due à une pénurie de dollars, entraîne une augmentation des prix et une inflation de 3,8%. Plusieurs économistes recommandent de réduire les dépenses publiques (en partie financée par la Banque centrale), diminuer les subventions, promouvoir les exportations, et solliciter des crédits internationaux pour stabiliser l'économie.

**Le gouvernement dénonce le blocage des crédits de près d'1 Md USD par le Congrès.**

**Le ministre de la Planification du développement, Sergio Cusicanqui, a dénoncé le blocage des crédits internationaux à l'Assemblée Législative Plurinationale (ALP), ce qui empêche l'accès à plus de 963 M USD pour des projets d'infrastructure considérés comme essentiels pour la Bolivie.**

Entre novembre 2020 et juillet 2024, l'ALP a approuvé 34 projets de loi pour des prêts totalisant 3,8 Md USD. Cependant, seulement

1,7 Md USD (soit 45 % du montant contracté) ont été versés jusqu'à présent. Sur les 34 crédits approuvés, 31 sont en cours d'exécution tandis que trois sont encore en attente de respect des conditions préalables.

# Colombie

**Les recettes fiscales ont chuté de 17 % g.a au S1 2024.**

Ce mercredi, le Contrôleur général de la République a signalé une contraction notable de la collecte des impôts (-17% en g.a) au cours du S1 2024. **Les recettes fiscales totalisant 31,6 Md USD, ont chuté de 3,9 Md USD par rapport à la période précédente. Selon les données fournies, cette baisse, en termes réels, dépasse celle enregistrée au S1 2020.** Toutefois, elle est partiellement compensée par une augmentation des revenus internes de la TVA (+ 8,1 % g.a), atteignant 8,2 Md USD.

Le Directeur de la Direction des Impôts et Douanes Nationales (DIAN), Jairo Villabona, a indiqué que la collecte des impôts a été gravement affectée, ce semestre par : i) des réductions imprévues dans les ressources provenant des royalties et des litiges, ii) d'une législation incomplète, iii) et d'une rétention excessive des impôts en 2023. Villabona a également mentionné le manque d'anticipation budgétaire du gouvernement et a averti que les recettes pour l'année 2024 seraient "plus faibles que prévu".

**Les coûts de transport routier ont augmenté de 3 % g.a en juin.**

Le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, a révélé que les coûts du transport routier ont connu une hausse de 3 % g.a en juin, principalement en raison des augmentations des péages (+14 % en g.a, représentant désormais 45 % de la dépense totale des transporteurs de marchandises) et des prix du carburant (40 % de la dépense totale des transporteurs de marchandises). **Toutefois, lors du Conseil national des syndicats, Bonilla a souligné la nécessité d'augmenter le prix du diesel de 1,5 USD / gallon d'ici la fin de l'année 2024 et l'année suivante, afin d'assainir les finances publiques.** Cette mesure présenterait un risque pour le processus désinflationniste, selon Julio César Romero, économiste en chef

chez Corficolombiana. Il estime effectivement que l'augmentation du prix du diesel pourrait entraîner une hausse de l'inflation pour les consommateurs d'environ 70 points de base.

Par ailleurs, outre le carburant, les transporteurs doivent faire face à d'autres coûts : les salaires des chauffeurs et assistants ont augmenté de + 7,5 % g.a et les coûts de l'assurance de + 13,3 % g.a.

### **Fedesarrollo présente les résultats de son enquête de conjoncture économique pour juin.**

**Selon l'enquête de conjoncture économique menée par Fedesarrollo, en juin 2024 l'Indice de Confiance Commercial (ICCO)<sup>1</sup> a chuté à 8,6 %, marquant une diminution de -3,9 points de pourcentage par rapport à mai et de -9,2 points en glissement annuel.**

La baisse de la confiance commerciale serait principalement attribuée à une réduction de 5,7 points dans les attentes concernant la situation économique pour le semestre à venir, ainsi qu'à une diminution de 3,4 points de la perception de la situation économique actuelle. Parallèlement, on observe une hausse de 2,8 points du niveau des stocks.

L'Indice de Confiance Industrielle (ICI)<sup>2</sup>, quant à lui, a enregistré une augmentation de 2,3 points en juin 2024 par rapport à mai, atteignant -3,1%. Toutefois, en glissement annuel, l'ICI a diminué de -0,9 point. L'amélioration mensuelle de la confiance industrielle s'explique par une augmentation de 6,1 points des attentes de production pour le prochain trimestre et une baisse de 2,8 points du niveau des stocks.

Concernant les attentes d'emploi dans le secteur industriel, une augmentation de 0,7 point a été observée pour le prochain trimestre par rapport à janvier-mars, atteignant 1% en juin 2024. En glissement annuel, les attentes ont augmenté de 2,7 points.

### **Dès 2025 et 2026, l'offre de gaz naturel serait insuffisante pour répondre à la demande.**

**Naturgas a annoncé cette semaine qu'en 2025 et 2026, l'approvisionnement en gaz naturel ne sera plus suffisant pour couvrir la demande. En 2025, 20 giga-BTU par jour seraient nécessaires, tandis qu'en 2026, cette demande atteindrait 350 giga-BTU par jour.**

Luz Stella Murgas, présidente de Naturgas, a mis en avant la nécessité de mettre en œuvre des politiques publiques pour accroître l'approvisionnement en gaz. Cela inclurait l'augmentation des sources d'approvisionnement externes et la flexibilité de la commercialisation du gaz local et importé. Elle a également insisté sur l'importance de revoir les règles de commercialisation actuelles pour éviter des augmentations de prix significatives.

Le ministre des Mines et de l'Énergie, Andrés Camacho, a rappelé qu'un plan d'approvisionnement avait été lancé en mai, comprenant des mesures réglementaires pour optimiser l'utilisation des ressources *offshore* et améliorer l'infrastructure existante.

Par ailleurs, des mesures comme la flexibilité des engagements contractuels ou la prolongation des délais sont également envisagées par les pouvoirs publics pour renforcer l'offre de gaz naturel.

### **Le gouvernement se tourne vers les prêteurs multilatéraux pour faire face à la crise de la trésorerie.**

**Le gouvernement a annoncé son intention de financer une partie du budget de la nation pour 2024 et 2025 avec des prêts externes octroyés par des organisations multilatérales.**

Cette démarche a obtenu l'approbation du Conpes (Conseil National de Politique Économique et Sociale) 4135, pour des prêts pouvant atteindre jusqu'à 5 Md USD. Les prêts des organisations multilatérales, qui se caractérisent par une rapidité de décaissement, une flexibilité dans leur

---

<sup>1</sup> L'ICCO englobe trois éléments clés : la perception de la situation économique actuelle des entreprises, le niveau des stocks et les perspectives économiques pour le semestre suivant.

<sup>2</sup> L'ICI présente trois composantes : le niveau des stocks, le volume actuel des commandes et les attentes de production pour le semestre à venir.

allocation, et par des taux d'intérêt inférieurs à ceux des marchés (<6 % vs. >7 %) sont considérés comme essentiels dans la problématique actuelle de trésorerie. Pour mémoire, le gouvernement prévoit une coupe de 53 % dans le budget d'investissement pour l'année prochaine, en raison de cette crise.

Les prêteurs identifiés seraient : La CAF (taux de 5,9 %), la BID de développement (taux de 5,1 %), la Banque mondiale (taux de 4,8 %), et la Banque nationale de développement de la République fédérale d'Allemagne (KfW) (taux de 1,31%).

**A ce jour, 48,7% de la dette publique extérieure, soit 38 Md USD, provient d'obligations émises sur le marché financier international.** Le reste se répartit entre des prêts d'organisations multilatérales (37,6 %), bilatérales (3,5 %) et autres sources (10,2 %). Au 31 décembre 2023, la durée moyenne de cette dette était de 10,9 ans, avec une durée moyenne de 6,4 ans. Par ailleurs, 81 % de cette dette est à taux fixe, et 89 % est libellée en dollars étatsuniens.

## Equateur

**La CAF a approuvé des crédits équivalents à 483 M USD.**

**La CAF a approuvé et signé avec le ministère des finances équatorien et quatre collectivités locales, six contrats de crédit d'un montant total de 483 M USD.**

Parmi ces opérations, 250 M USD seront destinés à un prêt de politique publique visant à promouvoir l'emploi jeune et l'insertion économique des femmes. Par ailleurs 233 M USD ont été contractés par des collectivités locales et seront fléchés pour des projets d'infrastructures routières, d'eau potable et d'assainissement. Ces projets ont obtenu la garantie souveraine de l'Etat. Parmi les projets : 43 M USD pour le programme de développement routier de la province de Manabí ; 50 M USD pour le programme de développement productif de la province de Pichincha ; 49 M USD pour le programme de renforcement d'infrastructure urbaine de Guayaquil (eau potable et assainissement) ; 41 M USD pour des programmes sociaux dans

la province de Pichincha et 50 M USD destinés à des projets d'eau potable et assainissement de la ville de Portoviejo.

**L'économie équatorienne est en phase de récession.**

Selon le dernier rapport macroéconomique de la Banque centrale, l'économie équatorienne traverse une phase de récession. Cette phase récessive a débuté au T3 2022 lorsque l'économie a atteint le sommet du cycle lequel s'est poursuivi et s'est traduit par un ralentissement de la croissance économique au T4 2023. Le refroidissement de l'économie s'est maintenu au T1 2024. La Banque centrale anticipe un maintien de la récession au T2 2024.

**Cette phase récessive s'explique essentiellement par une baisse de la dépense publique mais surtout par la baisse de la production pétrolière qui pourrait s'aggraver avec une éventuelle fermeture du champ pétrolier ITT en 2024.**

## Pérou

**Le Pérou enregistre une croissance dans l'agriculture, la construction et l'emploi formel.**

Selon des rapports de la Banque centrale (BCRP), le secteur de l'agriculture et de l'élevage a crû de 2,6 % en mai 2024, grâce à de meilleures conditions météorologiques par rapport à 2023.

De même, la BCRP indique que le secteur a enregistré une croissance de 5,4 % de janvier à mai 2024 par rapport à la même période de 2023. Concernant le secteur de la construction, l'activité a augmenté de 5,5 % en mai 2024 par rapport au même mois de 2023, en raison d'une plus grande progression des travaux publics. Ainsi, les cinq premiers mois de l'année cumulent une croissance de 5,6 % en glissement annuel. Les investissements dans les travaux d'infrastructures routières ont progressé, de même que dans la prévention des risques, la construction de bâtiments non-résidentiels et les services de base. En matière d'emploi, la Banque centrale a indiqué que l'emploi formel total a augmenté de 2,1 % en mai 2024 par rapport au même mois en 2023, cumulant 121 000 créations d'emplois au cours de cette période. Ce résultat confirme la

reprise de l'emploi formel pour le deuxième mois consécutif.

### **Le PIB péruvien a augmenté de 5,0 % en mai.**

Selon les chiffres de l'Institut National de Statistiques (INEI), l'économie péruvienne a progressé de 5,0% en mai. Il s'agit de la deuxième meilleure croissance mensuelle, après le mois d'avril, qui a enregistré une progression de 5,3 %.

Ainsi, la croissance de l'économie péruvienne s'établit à 2,9% depuis le début de l'année 2024. Selon le Ministre de l'Economie et des Finances, José Arista, le PIB du Pérou finira l'année 2024 au-dessus des 3,1% prévus par le gouvernement. Le Ministre a également assuré que le mois de juin devrait suivre la même tendance, estimant un ratio entre 4,5% et 5,0%.

Pour sa part, l'Institut Péruvien d'Economie (IPE) a revu à la hausse ses prévisions de croissance économique pour cette année, les faisant passer de 1,9% à 2,4%. Ce changement s'explique principalement par une augmentation plus importante que prévue des dépenses privées au cours du T1.

## **Suriname**

### **Qatar Energy acquiert une participation de 20 % dans un PSC pour le bloc 5.**

Le 19 juillet 2024, QatarEnergy, compagnie pétrolière nationale du Qatar, a annoncé la signature d'un accord avec Chevron, compagnie pétrolière étatsunienne, pour l'acquisition d'une participation de 20 % dans un contrat de partage de production (PSC) pour le bloc 5, situé au large du Suriname.

Chevron, en tant qu'opérateur de l'actif, conservera une participation de 40%, tandis que Paradise Oil Company, filiale de la compagnie pétrolière nationale surinamaïse Staatsolie Maatschappij Suriname N.V., détiendra les 40% restants.

En décembre 2023, QatarEnergy avait déjà signé un PSC pour le bloc 65 au Suriname, avec une participation de 40%, Shell plc détenant les 60% restants en tant qu'opérateur. En outre, QatarEnergy, en partenariat

Les ressources pétrolières découvertes au Suriname totalisent désormais plus de 2,4 milliards de barils de brut et de liquides, et le pays dispose de plus de 12,5 billions de pieds

cubes de gaz, selon un rapport de Wood Mackenzie.

## **Venezuela**

### **Reliance Industries (entreprise indienne) a reçu l'autorisation du Gouvernement des États-Unis de reprendre ses importations de pétrole en provenance du Venezuela.**

Selon un rapport de Bloomberg, le raffineur Reliance, qui constituait 90% des importations indiennes de brut en provenance du Venezuela après la levée des sanctions l'année dernière, devrait bientôt pouvoir reprendre l'achat de pétrole vénézuélien. Avant l'imposition des sanctions pétrolières étatsuniennes au Venezuela en 2019, Reliance était le deuxième plus grand acheteur de brut vénézuélien après la CNPC chinoise, selon Reuters.

### **Le Venezuela signe des accords avec BP et NGC (Trinidad) pour exploiter le gaz de Plataforma Deltana.**

Les accords conclus avec l'entreprise publique PDVSA (Petróleos de Venezuela) le 24 juillet permettront à BP et à NGC (National Gas Company of Trinidad and Tobago) d'explorer et d'exploiter des gisements de gaz naturel pendant 20 ans.

BP et NCG ont reçu en mai 2024 une licence de deux ans du département du Trésor étatsunien pour leurs activités au Venezuela

Les accords signés avec la compagnie pétrolière publique PDVSA permettront à BP et à NGC de « mener des activités d'exploration » et « d'exploitation » des gisements de gaz naturel des champs de Cocuina-Manakin dans la Plataforma Deltana (réserves prouvées de 1 trillion de pieds cubes de gaz naturel) pendant les 20 prochaines années. Trinité-et-Tobago détient une participation de 66% dans ces champs conjoints, le Venezuela détenant les 34% restants.

### **Le panier alimentaire familial juin 2024 s'élevait à 550 USD (+51,5 % g.a.)**

Selon le Centre de documentation et d'analyse sociale de la Fédération

vénézuélienne des enseignants (Cendas-FVM), le prix du panier alimentaire familial pour juin 2024 s'élevait à 550,39 dollars (+1,4 % par rapport à mai, +9 % accumulée et 51,5% en g.a.). Les plus fortes augmentations sont le sucre et le sel (+7 %) ; les viandes et les préparations à base de viande (2,8 %) ; les céréales et les produits dérivés (2,0 %) ; le lait, le fromage et les œufs (1,7 %) ; et les graisses et les huiles (1,5 %).

### **Remise en service du parc éolien de Paraguana.**

Le ministre de l'énergie électrique Jorge Márquez a inauguré la remise en service de 38 éoliennes – parmi 54 installée – dans le parc éolien de *Paraguaná* (construit entre 2006 et 2012 mais inactif depuis 2015). Ces éoliennes produisent environ 1,2 mégawatt chacune. Cela représente une contribution de 40 à 50 mégawatts supplémentaires au système électrique national qui présente d'importantes défaillances depuis plusieurs années.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
<b>Bolivie</b>	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
<b>Colombie</b>	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
<b>Equateur</b>	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
<b>Guyana</b>	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
<b>Pérou</b>	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
<b>Suriname</b>	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
<b>Venezuela</b>	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
<b>Argentine</b>	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
<b>Brésil</b>	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
<b>Chili</b>	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
<b>Mexique</b>	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr); [mario.demenech@dgtresor.gouv.fr](mailto:mario.demenech@dgtresor.gouv.fr)